

Interventions du Groupe « Lorient en Commun »

pour le Conseil Municipal du 19/05/2022

Les éléments fournis ici sont ceux prévus en amont du Conseil Municipal, en fonction des débats ceux-ci peuvent être adaptés « seul le prononcé fait foi »

0-3 - Délégation à M. le Maire de pouvoirs du Conseil Municipal - Compte rendu

- Demande d'éclairage/Delphine Alexandre sur les conseillers numériques
- Demande d'éclairage /Damien Girard au regard de la mention faite à une mission d'ordonnancement, pilotage, coordination générale et opérationnelle relative au projet de rénovation du quartier de bois du château - Nouveau programme de renouvellement urbain - Marché subséquent n° 1 : Travaux d'aménagement de l'entrée ouest :
 - Une simple question portant sur la liste des marchés notifiés : y apparaît **une mission d'ordonnancement, pilotage, coordination générale et opérationnelle relative au projet de rénovation du quartier de bois du château** ? Depuis la réunion publique du 23 février et la présentation de votre nouveau projet pour le renouvellement urbain de ce quartier, bientôt 3 mois se sont écoulés. Nous, élu.es d'opposition, n'avons pas eu accès au dossier présenté. Ce projet, et nous l'avons déjà dit, a été fait sans concertation avec la population. Au minimum, il nous faudrait pouvoir désormais être destinataire de ce dossier, de même pour les habitants du quartier. Nous aimerions un suivi « reserré » de ce projet. Pour l'heure, il revient uniquement par à-coups et pourtant la vie à Bois du Château continue et les inquiétudes permanentes de la part des habitants aussi...

1-5 - Autorisation de mise en place du dispositif des services civiques au sein de la Collectivité-

(Chafik HBILA)

Vote : POUR

Intervention à partir de notes.

2 -1 – Programmation Contrat de Ville 2022

(Damien GIRARD)

Vote : POUR

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Evidemment, comme les années précédentes, **nous voterons ce bordereau** et, à travers lui, saluons l'action de tous les partenaires engagés dans le contrat de ville au service des 4 quartiers prioritaires de Lorient et de leurs habitants.

Aussi, ce contrat de ville arrive à son terme et une évaluation est prévue afin d'en tirer le bilan et de mesurer les effets concrets de toutes les actions mises en œuvre sur les quartiers et les habitants.

C'est pour nous l'occasion de rappeler qu'une évaluation ne saurait se limiter à un exercice purement sommatif qui distillerait les bons et les mauvais points dans ce qui a été réalisé. Nous savons que chacun s'est engagé dans un cadre budgétaire de plus en plus contraint, le tout dans un contexte social et économique de plus en plus tendu.

Pour nous, cette évaluation devra aussi être prospective. Elle devra contribuer à bâtir une vision politique pour nos quartiers prioritaires pour les 5 prochaines années. Pour cela, nous savons pertinemment que les rapports de force se jouent au-delà de Lorient. Pour ce nouveau quinquennat qui s'annonce, c'est d'abord au niveau de l'Etat qu'il faut reposer le cadre car c'est d'abord celui-ci qui impulse et initie les dynamiques.

Or, nous aimerions ici rappeler **qu'il a fallu 18 mois à Emmanuel Macron, lorsqu'il a été élu président de la République en 2017, pour créer un ministère délégué à la Ville**, sous la pression des maires de banlieue et des grandes associations. Et si les financements de la politique de la ville ont été globalement maintenus durant le mandat présidentiel précédent, voire accrus dans la seconde phase du quinquennat, ce qui a disparu c'est l'affichage d'une ambition pour tenter de répondre aux multiples inégalités et vulnérabilités auxquelles sont exposés les habitants des quartiers populaires, et que la crise du Covid a non seulement rendues plus visibles, mais exacerbées.

Et de ce point de vue, **le bilan du président réélu est bien maigre : il a consisté en un empilement de mesures disparates et ciblées uniquement sur certains territoires, mesures qui sont venues s'ajouter à l'existant sans le réinterroger** (dédoublage d'une partie des classes de primaire, généralisation des emplois francs, quartiers de reconquête républicaine, etc.). Si ces programmes sont utiles et nécessaires, leur empilement et leur juxtaposition donnent néanmoins l'image **d'une politique de la ville fragmentée, sans souffle ni vision stratégique.**

Nous ne pensons pas que les habitants de ces quartiers seraient des privilégiés qui tireraient tout à la fois avantage de leur localisation urbaine et d'une politique de la ville prétendument généreuse. Au contraire, tout indique que les quartiers font l'objet d'un traitement structurellement moins favorable de l'action publique. Rappelons ici que les crédits spécifiques de l'Etat pour le contrat de ville ne s'élèvent qu'à 302 000€ par an, ils s'élevaient à plus de 800 000€ au début des années 2000.



Pour en revenir à Lorient, oui il faut continuer à agir sur la rénovation urbaine et le logement pour favoriser la mixité sociale. Mais il faut le faire avec vision, en concertation avec les habitants. C'est l'occasion de vous redire, Monsieur le Maire, que nous n'adhérons pas à votre projet de rénovation urbaine à Bois du Château où une grande partie des habitants, après y avoir vécu de nombreuses années, vont être contraints de quitter leur quartier alors que celui-ci, idéalement situé dans la ville, leur offre toutes les chances d'intégration et d'insertion.

Enfin, et je terminerai là-dessus, comme l'a rappelé Chafik Hbila l'an passé, agir en direction des quartiers, c'est l'affaire de tous. La politique de la ville nécessite une approche globale et intégrée des politiques publiques à tous les niveaux. Chacune des politiques publiques de droit commun, qu'elles émanent de l'Etat ou des collectivités, doit penser quartier. Or, un peu plus de deux ans après votre élection, Monsieur le Maire, **nous ne voyons toujours pas le cap et l'implication de votre majorité pour les quartiers, en dehors de la reconduction tacite de quelques politiques de votre prédécesseur et d'une approche très sécuritaire.**

Vous l'avez compris, une nouvelle impulsion pour les quartiers nous semble donc vitale en ce début de quinquennat, fondée sur l'émancipation, la lutte contre l'assignation à résidence, l'éducation, la jeunesse, la libération des énergies entrepreneuriales et l'implication de la société civile à travers la participation des habitants.

2 – 7 – Délibération portant bilan de la concertation dans le cadre de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Lorient pour la déclinaison opérationnelle du projet hydrogène/ BioGnv de Lorient agglomération

(Florence GOURLAY)

Vote : POUR

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Cette délibération est l'occasion d'évoquer ici **les espoirs mais aussi les points de vigilance que l'on doit garder en tête en matière de politique énergétique autour de l'hydrogène.**

Cet engouement récent pour une énergie « propre » est lourd en matière d'investissement sur notre territoire ; ici comme ailleurs serait-on tenté d'ajouter. Et pourtant...

Une récente étude britannique publiée la semaine dernière menée par le département britannique de l'Économie, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle (BEIS) a révélé que **l'hydrogène est un gaz à effet de serre deux fois plus puissant qu'on ne le pensait auparavant.**

L'hydrogène quand il n'est pas brûlé en rejetant de la vapeur d'eau a ainsi un très fort pouvoir d'effet de serre. Par conséquent : « Toute fuite d'hydrogène entraînera indirectement une augmentation du réchauffement climatique, et atténuera les réductions d'émissions de gaz à effet de serre qui pourraient résulter du remplacement de combustibles fossiles par de l'hydrogène », souligne le rapport britannique.

Au-delà donc de la question des mesures de précaution à prendre dans les installations de production et de stockage de l'hydrogène pour éviter toute fuite, cela pose de manière plus générale la question de l'illusion technologique dans laquelle notre dépendance énergétique nous entraîne.

Privilégier des solutions technologiques nous laisse accroire qu'on peut ne pas réorienter notre modèle économique et que la science nous apportera bien évidemment la solution. Or le plus souvent les remèdes technologiques ne viennent que renforcer un peu plus le problème qu'ils sont censés atténuer.

Nous redisons donc aujourd'hui notre circonspection devant l'emballement autour de la « solution » hydrogène sur le territoire.